

La coopération : pierre angulaire de la société

Avant de me lancer dans une analyse subjective de l'importance des quatre unités économiques dans la société selon les connaissances acquises lors de mes études en économie, méditons sur ce que Franklin Roosevelt a dit : «Chacun de nous a appris les gloires de l'indépendance. Que chacun de nous apprenne les gloires de l'interdépendance.» C'est dans cet esprit que je m'appête à réfuter l'idée d'une unité économique comme étant la plus importante afin de souligner la nécessité de la coopération et de l'interdépendance des unités économiques.

Commençons par l'individu. L'ordre ou le système économique moderne, mieux connu sous le nom d'«économie d'entreprise», se caractérise par le fait qu'il repose principalement sur l'échange sur des marchés qui sont plus ou moins efficacement concurrentiels. Mais la nôtre n'est pas une économie «d'échange» au sens propre d'une économie dans laquelle les individus produisent et échangent, ou vendent et achètent des produits. En conséquence de la technologie moderne, la spécialisation a été poussée beaucoup plus loin. Les individus sont spécialisés non seulement dans la fabrication de produits, mais aussi dans l'exécution d'opérations détaillées. La fabrication d'un produit unique implique la coopération d'un grand nombre d'individus. L'individu à lui seul ne peut pas faire grand-chose. C'est la coopération entre les individus et la conscience collective qui font évoluer la société comme nous l'avons bien remarqué lors des dernières élections législatives au Liban.

Maintenant, intéressons-nous au rôle de la famille en tant qu'unité économique au fil du temps. Il est clair que ses anciennes fonctions économiques ont changé de caractère et diminué d'importance. Au cours de la phase de développement industriel, du XVIIIe siècle à nos jours, les nouvelles technologies et les avantages de la spécialisation ont entraîné le déplacement de la production de la maison vers l'usine. Le niveau de vie a augmenté, les taux de mortalité ont chuté et les individus contrôlent mieux leur environnement et leurs institutions sociales. Dans une certaine mesure, la famille elle-même est devenue une unité plus spécialisée dont la principale responsabilité était la création et la socialisation des enfants. Mais dépouillée de certaines de ses fonctions économiques fondamentales, elle n'est plus l'unité économique centrale de la société. Cependant la famille libanaise reste un maillon économique fort. Ce dernier s'exprime par le terme d'aide familial en bien et en acte, et c'est grâce à cette aide extérieure que les libanais maintiennent un certain niveau de vie.

Passons à la communauté locale qui, de par la dépendance locale des entreprises, peut conduire à la formation de coalitions d'entreprises pour promouvoir le développement économique local. Les collectivités et les institutions gouvernementales sont également dépendantes de la localité et ont un intérêt dans la croissance économique régionale. Ainsi, la dépendance locale se révèle être une base de suspension du conflit au profit de la solidarité au sein de chaque localité. La plupart des communautés locales libanaises ne coopèrent pas entre elles afin de créer des projets de croissance et dépendent directement de la politique menée à grande échelle.

Ce qui nous amène à la Nation. Je reprends Roosevelt qui avait une subordination sans vergogne des intérêts de l'individu aux objectifs de "la Nation dans son ensemble" et son identification de l'État national comme étant la voix et la main active de cette entité plus large. En effet, il mettait le collectivisme au cœur de l'idéal managérial. Nous devons, poursuivait-il, imiter les Allemands qui mettent les fins de l'individu en contradiction avec les besoins de la communauté, et ont "passé au-delà de la liberté de l'individu de faire ce qu'il voulait de sa propre propriété. Ils ont trouvé nécessaire de freiner cette liberté au profit de la liberté de

tout le peuple. » Or, un sentiment de véritable solidarité ou bien un objectif collectif suffisamment puissant, peut commander le consentement du peuple au déni des intérêts personnels qu'implique une planification à grande échelle. En leur absence, une telle planification est intrinsèquement source de division. Par suite, tout plan détaillé infligé par l'Etat échoue faute d'acquiescement aux objectifs et à la direction des planificateurs. Notre pays a payé le prix fort d'une mauvaise volonté et une direction corrompue.

Comme nous le constatons, chaque unité économique présente ses failles et ses rôles dans la société et sont toutes interdépendantes. En ce qui concerne le Liban, nous avons tendance à oublier la valeur de l'individu, notre valeur. Je ne peux que citer Ernest Renan qui dit : «L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et que tous aient oublié bien des choses. Pouvons-nous compter une fois de plus sur une amélioration de la technique économique pour résoudre les problèmes politiques? Ou devons-nous compter sur le changement politique et surtout social pour résoudre les problèmes économiques?

Jason Kourieh